



République Française  
Département des Bouches du Rhône  
Commune de Jouques

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE JOUQUES**

NOMBRE DE MEMBRES :

AFFERENTS AU CONSEIL : 27

EN EXERCICE : 27

AYANT PRIS PART A LA DELIBERATION : 23

Date de la convocation : 13 décembre 2022

Date de mise en ligne : 26 décembre 2022

**Séance du 19 décembre 2022**

L'an deux mille vingt-deux et le dix-neuf décembre à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune de JOUQUES a été assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur GARCIN Éric.

***Etaient présents :*** M. CHERICI, Mme TORCOL, M. OZIEMBLOWSKI, Mme JOUVIN, Mme DE LAURADOUR, M. RADAKOVITCH, M. NOBLE, Mme ROYO, M. RENAULT, Mme AUSTRUY, Mme MOUTON-PLOUHINEC, Mme CASPERS, Mme SENANTE, M. CARRERE, Mme BADROUILLARD, M. GORRIS, M. BRUNET,

***Bons de pouvoir :*** Mme REICHLIN à Mme ROYO, M. GUERN à M. RADAKOVITCH, Mme MONDEJAR à Mme BADROUILLARD, M. LEBRE à M. CHERICI, Mme COLOMBIER à Mme TORCOL,

***Etaient absents excusés :*** M. BOMO, Mme SANTACROCE,

***Etaient absents :*** M. BERTRAND, M. BOIRON,

***Secrétaire de séance :*** Monsieur Olivier RADAKOVITCH

***N°88\_DEL\_2022 OBJET : Délibération portant sur le recrutement de deux placiers pour le marché hebdomadaire dans le cadre de vacances***

Monsieur le Maire explique que dans de nombreuses communes, les fonctions de placier et l'encaissement des droits de place pour les foires et marchés sont confiés à des policiers municipaux, ce qui est le cas également pour la Commune de Jouques.

Or, dans un arrêt du 19 novembre 1998, la cour administrative de Nantes a annulé l'arrêté d'un maire qui imposait à ses policiers municipaux les fonctions de régisseurs de recettes pour l'encaissement des droits de place, au motif qu'ils ne pouvaient se voir attribuer d'autres missions que celles limitativement définies par les articles L. 2212-2 et L. 2212-5 du CGCT qui fixent le contenu de la notion de police municipale : la prévention, la surveillance, et le maintien du bon ordre, de la sûreté, de la sécurité et de la salubrité publique.

Par ailleurs, une réponse ministérielle publiée au JOAN du 20 mai 2014, confirme que cette fonction à caractère financier et comptable de contrôle et de collecte d'une recette communale assimilable à une contribution indirecte de la commune n'est pas expressément citée comme entrant dans la sphère des missions d'attribution des agents de police municipale.

REÇU EN PREFECTURE

le 20/12/2022

Application agréée E.lespâtes.com

99\_DE-013-211300488-20221219-86\_DEL\_2022

Monsieur le Maire précise que les fonctions de placier consistent à agir de manière préventive pour le maintien du bon ordre, de la sûreté, de la sécurité et de la salubrité publique dans le cadre des marchés, à organiser le placement des marchands, en veillant au respect des normes d'hygiène pour la vente des produits et des denrées et à procéder à l'encaissement des droits de place.

S'agissant de la législation :

- L'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure (CSI) dispose que les agents de police municipale sont principalement chargés d'exécuter les arrêtés de police du maire et de constater par procès-verbaux les contraventions auxdits arrêtés. Chargés de la prévention et de la surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité, les policiers municipaux sont ainsi conduits à intervenir dans le domaine de la circulation et du bon fonctionnement des halles et marchés sur le territoire communal.
- L'article L.2212-2 (3°) du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise, en outre, que relève de la police municipale le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que notamment les foires et marchés. Il précise également que relèvent de la police municipale, l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vue de la vente.
- L'article L.2214-18 du CGCT prévoit que le régime des droits et places et de stationnement sur les halles et marchés est défini conformément aux dispositions d'un cahier des charges ou d'un règlement établi par l'autorité municipale après consultation des organisations professionnelles intéressées.

Par conséquent les agents de police municipale peuvent dans le cadre des dispositions des articles précités du CGCT s'assurer de la validité et du respect des permis de stationnement, de l'exactitude des emplacements utilisés car ces compétences ressortissent bien de la mise en œuvre d'un pouvoir de police du maire rejoignant l'application de l'article L.511-1 du CSI. En revanche, aucune disposition législative ou réglementaire expresse ne confère aux policiers municipaux la fonction de régisseur des droits de place dans les halles et marchés.

Les agents de police municipale n'étant donc pas compétents pour intervenir dans la collecte des droits de place, cette situation place la Commune de Jouques dans une insécurité juridique.

Afin de pouvoir se mettre en conformité avec la législation, il est proposé au Conseil Municipal de recruter deux agents vacataires pour le marché dominical.

Monsieur le Maire précise aux membres du Conseil Municipal que les collectivités territoriales peuvent recruter des vacataires pour exécuter des actes déterminés ne justifiant pas la création d'un emploi permanent et que les trois conditions suivantes soient réunies :

- Recrutement pour exécuter un acte déterminé
- Recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public
- Rémunération attachée à l'acte

La rémunération des placiers recrutés sera calculée sur la base d'un forfait de 120,00 € Brut, pour 3 heures de travail.

*LE CONSEIL MUNICIPAL, ayant entendu l'exposé de son rapporteur, Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,*

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter deux vacataires pour le marché dominical, à raison de 3 heures par dimanche ;

**FIXE** la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux forfaitaire de 120,00 € Brut par dimanche ;

REÇU EN PREFECTURE

le 26/12/2022

Application agréée E-lespalte.com

99\_DE-013-211300468-20221219-68\_DEL\_2022

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget ;

**DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les documents et actes afférents à cette décision ;

*DIT* que la présente délibération, certifiée conforme, sera publiée et rendue exécutoire à compter de sa réception en Sous-Prefecture.

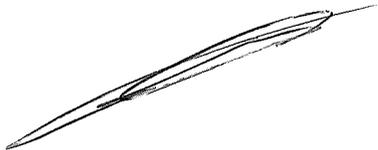
**Fait et délibéré en séance les jour, mois an susdits, JOUQUES le 19 décembre 2022**

AU REGISTRE SUIVENT LES SIGNATURES

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera transmis au représentant de l'état
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification

Le Secrétaire de Séance  
Olivier RADAKOVIT'CH



Le Maire  
Eric GARCIN



REÇU EN PREFECTURE

Le 20/12/2022

Application agréée E.lespalle.com

99\_DE-013-211300468-20221219-86\_DEL\_2022